

Les Cahiers de muséologie

numéro 04 - 2025



[dossier]
Chercher, exposer, trouver

varia
chronique muséale
carnet de visite
note de lecture
manuscrit

Couverture

Oscar Barnay

Vue de l'exposition *La photographie & le projet architectural*

École Nationale Supérieure d'Architecture de Saint-Étienne

2023 © Oscar Barnay

Sommaire

Éditorial Nicolas Navarro	I
------------------------------------	---

[Dossier] Chercher-exposer-trouver

Raison(s) expographique(s). Introduction au dossier Camille Béguin	3
---	---

Quelles pratiques de l'exposition dans la recherche en littérature ? Retour en images sur quinze ans d'expériences expographiques Anne Reverseau	15
---	----

Pratiquer l'exposition, une manière de <i>penser avec</i> Caroline Sebilleau	31
---	----

Exposer et s'exposer sur le terrain Camilo Leon-Quijano	46
--	----

L'écriture expographique de la recherche doctorale. Manières de faire de trois jeunes chercheur·es Oscar Barnay, Nolwen Vouiller et Valentin Sanitas	55
Table ronde animée par Camille Béguin	

Exposer une pensée en mouvement. Notes pour un projet d'exposition <i>Un philosophe au travail. Paul Michel Foucault, Professeur au Collège de France (1970-1984)</i> Philippe Artières	81
--	----

Le monde en résonances : récit d'une exploration Jacques Pouyaud	90
---	----

L'essai expographique : une tentative Camille Béguin	III
---	-----

[Varia]

Visite guidée, visite libre... ou les deux en même temps ? Quelques réflexions sur la vraie-fausse autonomie des visiteurs au musée

Yannick Le Pape 124

[Chronique muséale]

Co-construction d'une exposition permanente. Le cas du Centre d'Interprétation de la Pierre à Sprimont, Belgique

Céline Moureau et Valentin Fischer 144

[Carnet de visite]

Dans l'œil de bronze d'une civilisation mystérieuse : visite du nouveau musée archéologique de Sanxingdui

Daphné Sterk 154

[Manuscrit]

Entre porter un regard et changer l'institution : traiter des thématiques LGBTQIA+ ou queeriser le musée

Noah Meunier 165

Musées et sobriété : l'obstacle des injonctions politiques en Fédération Wallonie-Bruxelles

Oriane Tasiaux 175

TASIAUX Oriane, « Musées et sobriété : l'obstacle des injonctions politiques en Fédération Wallonie-Bruxelles », *Les Cahiers de muséologie*, n° 4, 2025, p. 175-183

Mots-clés

Sobriété ; décroissance ; Fédération Wallonie-Bruxelles ; écologie.

Keywords

Sobriety ; degrowth ; Wallonia-Brussels Federation ; ecology.

À propos de l'autrice

Après avoir obtenu son diplôme de bachelier en Histoire de l'Art et Archéologie à l'UNamur, Oriane Tasiaux se tourne vers une spécialisation en Muséologie à l'ULiège. Elle y réalise un mémoire sur l'adaptation du concept de décroissance aux musées en FWB qui sera primé au HERA Awards 2025, dans la catégorie Sustainable Behavior. Aujourd'hui, elle est chargée de projet en expositions et dans les collections à l'Espace muséal d'Andenne, tout en réalisant sa candidature pour une éventuelle thèse.

Contact

or.tasiaux@hotmail.be

Musées et sobriété : l'obstacle des injonctions politiques en Fédération Wallonie-Bruxelles

Oriane Tasiaux

Au XVI^e siècle, dans les États Occidentaux, et donc au cœur de la pensée capitaliste, fleurissent les galeries d'art, cabinets et collections privées comme publiques. C'est dans cette lancée que se développeront les musées qui se propagent dans ce même système économique selon deux caractéristiques principales : l'accumulation et la possession. Le modèle capitaliste se lie également à une idéologie de la croissance¹ à laquelle les musées n'échappent pas. Les musées nationaux deviennent représentatifs du pouvoir et d'un certain nationalisme dès la fin du XVIII^e siècle², ce qui les pousse par la même occasion à accumuler et à thésauriser ce qui serait représentatif d'un patrimoine national.

Dès les années 1970-1980, le mouvement de la Nouvelle muséologie, mène les musées à prendre conscience de leur rôle dans un système capitaliste et néolibéral. Cela va de pair avec le début de réflexions sur les limites de la croissance économique et du capitalisme. Le *Rapport Meadows* publié en 1972 par le Club de Rome est l'un des premiers ouvrages scientifiques tirant la sonnette d'alarme face aux problèmes environnementaux créés par les sociétés industrialisées. Dans ce contexte, les musées commencent à se questionner sur leur rôle à jouer dans ces luttes socio-environnementales, en se basant notamment sur le modèle du développement durable tel que défini en 1987.

Or, les récentes recherches du GIEC montrent à quel point une réduction de la consommation et de la production, et donc une véritable sobriété³, sont nécessaires afin de réduire les risques écologiques qui incombent aujourd'hui à la Terre. Un concept pluridisciplinaire, au carrefour de l'économie, de la science politique, de la sociologie et de la philosophie se développe d'ailleurs depuis les années 2000 : la décroissance qui propose la sobriété instaurée de façon

¹ ARNSPERGER Christian, « Critique existentielle de la croissance économique. Élément pour une "transition anthropologique" », *Revue interdisciplinaire d'étude juridique*, n° 77, 2016, p. 74-75.

² ANDERSON Benedict, *Imagined Communities, reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres/New-York, Revised Edition, 1991, p. 163.

³ Le GIEC définit la sobriété comme « un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes qui permettent d'éviter la demande d'énergie, de matériaux, de terre et d'eau tout en assurant le bien-être de tous les êtres humains dans les limites de la planète ». Ce concept est notamment développé dans le chapitre concernant le secteur du bâtiment (Rapport du GIEC de 2023).

démocratique et dans le respect de la justice sociale comme solution à la crise environnementale.

Les musées se questionnant sur leur propre transition socio-écologique depuis de nombreuses années maintenant, il est intéressant d'analyser comment ils pourraient atteindre une certaine sobriété en s'inspirant des propositions de la décroissance. Cette analyse a fait l'objet d'un mémoire de master intitulé « À la recherche d'un nouveau paradigme pour penser la transition socio-écologique des musées : la décroissance dans les musées de la Fédération Wallonie-Bruxelles »⁴. Bien qu'il soit nécessaire d'opérer une remise en question des critères structurels et organisationnels internes du musée, un obstacle extérieur empêche souvent la réduction de la consommation et de la production d'un musée : les injonctions politiques en matière muséale et les demandes des pouvoirs subsidiaires.

Le tournant néo-libéral des musées : le cas des critères de reconnaissance des musées en Fédération Wallonie-Bruxelles

Le cas de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) est représentatif de cette résistance. En Belgique, les musées dépendent des politiques communautaires. Les parlementaires des Communautés sont désignés pour cinq ans, dans la foulée des élections régionales. Les musées publics sont donc représentatifs du pouvoir culturel de leur Communauté, créant des différences entre les musées selon la Communauté dont ils font partie. En Fédération Wallonie-Bruxelles, le Décret relatif au secteur muséal en Communauté française datant du 25 avril 2019 et l'arrêté du 19 juin 2019 permettent la reconnaissance des musées. Les musées sont classés en quatre catégories, de D à A, offrant chacune des modalités de subvention croissantes.

Pour prétendre à une reconnaissance par la FWB et donc à l'une de ces catégories, les musées doivent répondre à une série de critères. Or, ces critères sont représentatifs d'un idéal de croissance. En effet, ils sont régis par des mesures quantitatives et non qualitatives.

Parmi eux, les critères de gestion des collections, d'utilisation des nouvelles technologies, de recherche, de publications, de locaux, de réseaux et partenariats, de communication, d'expositions, de personnel et d'accessibilité présentent tous des éléments demandant une croissance quantitative et non qualitative de l'institution. Par exemple, un musée de catégorie D devra avoir entamé l'inventaire informatisé de minimum 10 % de ses collections. Afin d'atteindre les catégories supérieures, il faudra avoir entamé minimum 20, 60 et enfin 80 % de l'inventaire informatisé. Pourtant, aucune action n'est mise en place pour vérifier la qualité de cette inventarisation qui peut alors se faire de façon très minimale, avec peu de recherches détaillées.

⁴ TASIAUX Oriane, *À la recherche d'un nouveau paradigme pour penser la transition socio-écologique des musées : la décroissance dans les musées de la Fédération Wallonie-Bruxelles*, mémoire de master en muséologie, Université de Liège, 2024.

Le critère de publication répond à la même logique : un musée de catégorie D devra mettre à disposition au minimum une publication sur les collections sous format papier ou numérique, tandis qu'un musée de catégorie A devra « produire au moins deux publications par an sous format papier ou numérique ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires du musée ». À nouveau, aucune réelle vérification de la qualité de ces publications n'est mise en place. Dernier exemple : un musée de catégorie D devra disposer à minima d'une exposition de référence, un musée de catégorie C devra en plus réaliser une exposition temporaire par quinquennat, un musée de catégorie B devra en organiser deux et un musée de catégorie A, quatre.

Dans ces cas, rien ne garantit que ces critères soient remplis qualitativement. Un nombre de fiches d'inventaire créées ou un nombre de publications n'est pas représentatif d'une réelle réussite face aux objectifs du musée en matière de conservation et d'impact auprès du public.

Ces critères sont couplés à une obligation pour les institutions muséales d'engendrer du tourisme, et ainsi de participer à l'économie nationale. Cette injonction est, elle aussi, croissante. Une politique de communication et de promotion touristique doit avoir été créée afin qu'un musée puisse être reconnu. La distance couverte par cette politique augmente selon les catégories, atteignant, si possible, une ampleur internationale en catégorie A.

L'analyse présentée dans ce mémoire a montré que les équipes étant, dans de nombreux musées, réduites, cette croissance induite par les catégories de reconnaissance des musées en FWB peut peser sur le personnel qui a du mal à remplir tous les critères de reconnaissance.

Ces critères sont représentatifs du « tournant néo-libéral des musées »⁵. Le musée est en effet lié au système capitaliste actuel dans lequel la logique de consommation passe, entre autres, par un accroissement du pouvoir d'achat. L'objectif des activités économiques est alors de répondre à un *besoin* par un *bien*. Ainsi, les différents secteurs de l'économie ont créé de faux besoins afin de pousser à la consommation⁶.

Le secteur culturel ne fait pas exception. Les activités culturelles sont des biens répondant à différents besoins de l'humain : le divertissement, la recherche du savoir ou de l'information, etc. Dans ce système, l'offre culturelle devient alors un produit de consommation et le visiteur devient consommateur et client. Cette consommation culturelle est d'ailleurs actuellement nettement valorisée alors que les modes de consommation matérielle tendent à être de plus en plus critiqués⁷.

Pourtant, accepter que tous les secteurs de la société soient asservis aux lois de la consommation reste difficile à concevoir pour beaucoup. Ainsi, comme le montre la définition du musée de 2022 par l'ICOM, les acteurs du monde

⁵ MAIRESSE François, « Le tournant néo-libéral du musée », *Nectart*, n° 14, 2022, p. 54-70.

⁶ ROSA Hartmut, *Aliénation et accélération*, Paris, La Découverte, 2012, p. 137-138.

⁷ CHAUMIER Serge et CHEVENEZ Alain, « Faire avec ou faire contre ? », *La Lettre de l'OCIM*, n° 207, 2023, p. 85.

culturel aimeraient que la culture ne soit régie que par des principes de créativité, de solidarité, et par une volonté profonde d'élever les individus. Néanmoins, la culture est, de manière générale, payante et prend donc part au marché.

Dans ce contexte, François Mairesse décrit plus précisément ce « tournant néolibéral des musées » : « Le contexte et la position du musée ont désormais bien changé ; si celui-ci a été conduit à s'ouvrir aux publics, c'est notamment pour des raisons politiques (la démocratisation de la culture affirmée par Malraux et ses successeurs), mais aussi économiques. À vrai dire, bien plus qu'en raison d'objectifs pédagogiques ou d'une ouverture démocratique, c'est sans doute la logique néolibérale qui a contraint le plus explicitement de nombreux établissements à rechercher de manière active de nouveaux publics, au gré des restrictions budgétaires et des demandes des autorités publiques de générer plus de recettes propres »⁸.

Les crises budgétaires de ces dernières décennies, l'intégration de concepts économiques dans le secteur non-marchand ou encore la valorisation économique du tourisme culturel, ont contraint les musées souhaitant augmenter leurs recettes propres à se placer dans une recherche de profit pour survivre. Cela afin de dépendre le moins possible des financements publics qui les mettent dans une situation de vulnérabilité face à des instances politiques elles-mêmes changeantes. Ainsi, pour diversifier leurs ressources, ces musées se voient-ils obligés de faire croître leur public selon un modèle entrepreneurial. Ce modèle s'inspire de secteurs plus proches du loisir et du divertissement. Ce sont alors des méthodes de management, de communication, de relations publiques théorisées et utilisées par le monde entrepreneurial qui sont mises en place⁹. L'analyse menée dans ce mémoire montre que ces méthodes sont souvent utilisées par les musées afin de maximiser le profit en créant le besoin chez le consommateur et en augmentant l'efficacité de leur équipe. Image de marque, publicité, produits dérivés, appel à des prestataires extérieurs pour des expositions temporaires sont devenus le quotidien des musées qui sont contraints de réaliser des sacrifices afin de trouver un équilibre entre justesse scientifique, pédagogie du discours et création d'une expérience qui mènera le visiteur à revenir et donc à payer à nouveau des entrées.

Modification des injonctions politiques : développement durable ou décroissance ?

Les critères de reconnaissance des musées en FWB montrent également un évident manque d'injonctions liées à la durabilité socio-écologique. D'abord, pour la transition écologique, les critères concernant les expositions, la gestion des collections, les locaux, la communication et les nouvelles technologies pourraient faire l'objet d'une réflexion écologique mais ce n'est le cas pour aucun.

⁸ MAIRESSE François, *op. cit.*, p. 62.

⁹ TOBELEM Jean-Michel, *Le nouvel âge des musées. Les institutions culturelles au défi de la gestion*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 45-55.

La transition sociale est, quant à elle, appuyée par un seul critère : celui concernant les publics qui invite à « organiser des activités de médiation adaptées à l'ensemble des publics, notamment aux publics socialement et culturellement diversifiés ». Contrairement à son acception classique, la transition sociale est alors réduite à une prise en compte des publics et non de la structure et du personnel internes aux musées.

Tous les cinq ans, le décret de reconnaissance des musées est réévalué. Si ces critères devaient donc être modifiés afin d'inclure des impératifs de durabilité, sur quel modèle pourraient se baser ceux-ci ? En effet, le modèle le plus courant pour appréhender la transition socio-écologique aujourd'hui est celui du développement durable. Or, celui-ci présente plusieurs paradoxes qui tendent à être de plus en plus soulignés. L'expression « développement durable » est aujourd'hui vue comme un oxymore par plusieurs économistes écologiques¹⁰ mais aussi par des muséologues¹¹, le mot *développement* semblant s'apparenter dans ce contexte à celui de *croissance* dans le sens d'augmentation de la production. Les études des économistes écologiques prouvent pourtant aujourd'hui qu'une croissance « verte » globale est irréaliste car elle demanderait un découplage économique¹² qui ne s'avère pas possible de manière suffisante et durable.

D'autres propositions de modèles de transition se développent, notamment un auquel les muséologues s'intéressent de plus en plus, celui de la décroissance. Ce modèle théorisé dès les années 2000 et parfois plutôt évoqué sous les termes de « sobriété » ou de « ralentissement », implique dans tous les cas une diminution de la production et de la consommation. Timothée Parrique, économiste défenseur et théoricien de la décroissance, définit cette réduction comme un moyen « d'alléger l'empreinte écologique de manière planifiée démocratiquement, en faisant attention aux inégalités et dans le souci du bien-être »¹³. Ce véritable « concept-plateforme » au cœur de l'économie écologique, de la sociologie, de la philosophie et de la politique, peut s'appliquer à tous les aspects de notre vie et notamment aux différents secteurs économiques, qu'ils soient à but lucratif ou non.

Pourtant, aujourd'hui, les musées sont plutôt portés par l'idéal du développement durable car c'est celui qui régit la plupart des actions socio-écologiques menées en Occident. Les organismes accompagnant les musées dans leur transition, tels que EventChange¹⁴ en Fédération Wallonie-Bruxelles, utilisent d'ailleurs les 17 objectifs du développement durable comme fil rouge dans leur suivi. Ces objectifs sont certes clairs et connus, ce qui permet à tous de naviguer en terrain connu. Cependant, la volonté du monde muséal de se tourner

¹⁰ LATOUCHE Serge, *La décroissance*, Paris, PUF, 2019, p. 30-35.

¹¹ CHAUMIER Serge, « Les musées, vecteurs d'un nouveau monde ? », *La vie des musées*, n° 27, 2020, p. 30.

¹² Le découplage est un concept selon lequel « une hausse de la production serait compatible avec une moindre ponction des ressources et moins de pollution ». Il serait alors possible de dissocier croissance du PIB et croissance des risques environnementaux. Voir CAMINEL Thierry, FRÉMAUX Philippe, GIRAUD Gaël, *et al.*, *Produire plus, polluer moins : l'impossible découplage ?*, Paris, Les Petits Matins, 2014.

¹³ PARRIQUE Timothée, *Ralentir ou périr, l'économie de la décroissance*, Paris, Seuil, 2022, p. 15.

¹⁴ EventChange est un organisme belge ayant pour objectif de fédérer les différents domaines de la culture, dont le secteur muséal, et de les aider dans leur transition socio-écologique grâce à différentes ressources et suivis.

vers la sobriété est bien visible comme le prouvent plusieurs événements récents en muséologie tels que le Festival de la Muséologie organisé par Métis et dont le thème de 2024 était *Sobriété : innover, renoncer, ralentir* ou encore le Congrès d'ICOM France en septembre 2024 qui portait comme nom *Penser le musée de demain – La décroissance en question*.

Ainsi, le concept de décroissance a déjà pu être adapté aux musées, notamment au sein de la gestion des collections afin de remettre en question l'inaliénabilité touchant les pièces de musée. Cette logique est à mettre en lien avec les recherches concernant le *Deaccessioning* dans la muséologie anglo-saxonne¹⁵ puisque ces pays où l'aliénation des collections est possible juridiquement, bien que taboue, sont plus avancés sur le sujet. Cependant, la recherche sur la décroissance des musées, notamment lancée par l'objecteur de croissance Serge Latouche dans un article intitulé *Muséologie et décroissance*, semble adaptable à tous les secteurs muséaux qu'il s'agisse de la gouvernance, de la gestion culturelle ou du rapport au public¹⁶.

L'analyse montre donc que les injonctions politiques sont actuellement en recherche de croissance quantitative et ne valorisent aucunement une réelle décroissance ou sobriété. Si des critères de durabilité devaient être valorisés avec comme objectif la sobriété, il ne s'agirait pas de « faire plus mais mieux » mais bien de « faire mieux, avec moins ». Il ne s'agirait donc pas de rechercher comment produire et consommer de façon plus verte au sein des musées mais de trouver comment répondre aux besoins du public en matière d'information et de divertissement en respectant les principes de suffisance, c'est-à-dire en se contentant de répondre à des besoins définis à l'avance en consommant et en produisant le moins possible.

Les critères de reconnaissance des musées pourraient alors encourager la prise d'initiatives décroissantes. Dans les recommandations faites aux autorités publiques par EventChange¹⁷, de nombreux points sont particulièrement intéressants à imaginer au sein du secteur muséal pour penser la sobriété : l'importance d'évaluer les initiatives sur du long terme, l'importance de la mutualisation ou encore penser la mobilité pour accéder aux institutions les plus éloignées des grands centres urbains.

Une étude menée par Stephan Hankammer, professeur en management soutenable et entrepreneuriat, propose 11 principes organisationnels permettant de redéfinir une entreprise sous le prisme de la décroissance¹⁸. Parmi ceux-ci, « la réorientation de l'activité vers l'environnement et la société » arrive en premier. Cette recherche souligne alors l'importance de l'évaluation des entreprises selon

¹⁵ MERRIMAN Nick, « Museum collections and sustainability », *Cultural Trends*, n° 17, 2008, p. 3-21 ; MORGAN Jennie et MCDONALD Sharon, « Degrowing museum collections for new heritage futures », *International Journal of Heritage Studies*, n° 26, 2020, p. 56-70.

¹⁶ LATOUCHE Serge, « Muséologie et décroissance », *La lettre de l'OCIM*, n° 196, 2021, p. 38-43.

¹⁷ EVENTCHANGE [en ligne], « Pour des politiques culturelles orientées transition durable », 2024.

¹⁸ HANKAMMER Stephan, *et al.*, « Principles for organizations striving for sustainable degrowth : Framework development and application to four B Corps », *Journal of Cleaner Production*, n° 300, 2021.

une vision qualitative et en accord avec les limites environnementales. Une transition socio-écologique des musées basée sur la sobriété devrait alors s'adapter à ce critère.

C'est également une volonté de suffisance qui dicterait la consommation et la production au sein d'un musée qui se voudrait en décroissance. Pour ce faire, les injonctions politiques pousseraient les musées à réévaluer fréquemment leurs besoins « réels » et les besoins « réels » des visiteurs afin que les actions culturelles et de conservation répondent strictement à ces besoins. Ce n'est qu'après cela qu'il faudrait tenter de rendre cette production et cette consommation raisonnables les plus vertes possible.

Pour un engagement des acteurs du secteur muséal

Pourtant, nous pouvons nous poser la question de la véritable action qui suit les journées de réflexion concernant la sobriété et la décroissance du secteur muséal. En effet, les injonctions politiques restent un obstacle difficilement contournable par les musées. Serge Chaumier a déjà à plusieurs reprises appelé à un réel engagement des musées afin de sensibiliser les acteurs politiques. Il apparaît que les politiques attendent une demande venant du secteur lui-même pour modifier leurs critères et pour que cette demande soit suffisamment forte, il ne suffit plus d'accueillir des associations écologiques ou de réaliser des expositions ayant un lien de près ou de loin avec la lutte environnementale, ce qui s'apparenterait à du *greenwashing*. En effet, il s'agit aujourd'hui d'un cercle vicieux : les musées n'osent pas changer leurs habitudes de peur de se placer en position de vulnérabilité et par crainte que des injonctions politiques supplémentaires ne risquent de les surcharger, tandis que les injonctions politiques ne changeront pas tant que les musées n'enclenchent pas le mouvement. Il semble alors qu'afin de faire bouger les choses en faveur de la sobriété, un engagement fort voire radical des musées en leur propre nom pour la soutenabilité soit nécessaire.

Bibliographie

ANDERSON Benedict, *Imagined Communities, reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres/New-York, Revised Edition, 1991.

ARNSPERGER Christian, « Critique existentielle de la croissance économique. Élément pour une "transition anthropologique", », *Revue interdisciplinaire d'étude juridique*, n° 77, 2016, p. 73-97.

CAMINEL Thierry, FRÉMAUX Philippe, GIRAUD Gaël, *et al.*, *Produire plus, polluer moins : l'impossible découplage ?*, Paris, Les Petits Matins, 2014.

CHAUMIER Serge, « Les musées, vecteurs d'un nouveau monde ? », *La vie des musées*, n° 27, 2020, p. 21-30.

CHAUMIER Serge et CHEVENEZ Alain, « Faire avec ou faire contre ? », *La Lettre de l'OCIM*, n° 207, 2023, p. 82-90.

HANKAMMER Stephan, *et al.*, « Principles for organizations striving for sustainable degrowth: Framework development and application to four B Corps », *Journal of Cleaner Production*, n° 300, 2021, n. p. Disponible sur : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959652621010374> (consulté le 20 février 2025).

LATOUCHE Serge, *La décroissance*, Paris, PUF, 2019.

LATOUCHE Serge, « Muséologie et décroissance », *La lettre de l'OCIM*, n° 196, 2021, p. 38-43.

MAIRESSE François, « Le tournant néo-libéral du musée », *Nectart*, n° 14, 2022, p. 54-70.

MERRIMAN Nick, « Museum collections and sustainability », *Cultural Trends*, n° 17, 2008, p. 3-21.

MORGAN Jennie et MCDONALD Sharon, « Degrowing museum collections for new heritage futures », *International Journal of Heritage Studies*, n° 26, 2020, p. 56-70.

PARRIQUE Timothée, *Ralentir ou périr, l'économie de la décroissance*, Paris, Seuil, 2022.

ROSA Hartmut, *Aliénation et accélération*, Paris, La Découverte, 2012.

TOBELEM Jean-Michel, *Le nouvel âge des musées. Les institutions culturelles au défi de la gestion*, Paris, Armand Colin, 2005.

Sources

EVENTCHANGE, [en ligne] : « Pour des politiques culturelles orientées transition durable », 2024. Disponible sur <https://eventchange.be/pour-des-politiques-culturelles-orientees-transition-durable/> (consulté le 20 février 2025).

Directeur de publication

Nicolas Navarro (Université de Liège)

Comité de rédaction

Nicolas Navarro (Université de Liège)

Alix Nyssen (Université de Liège)

Camille Béguin (Université de Liège)

Comité de lecture international

Yves Bergeron, Nathalie Bondil, Thierry Bonnot, Isabelle Brioso, Bruno Brulon, Serge Chaumier, Michel Colardelle, Gaëlle Crenn, Guido Fackler, Melissa Forstrom, Aude Hendrick, Marie-Paule Jungblut, Anna Leshchenko, Raymond Montpetit, Adriana Mortara Almeida, Mário Moutinho, Placide Mumbembele Sanger, Nathalie Nyst, Dominique Poulot, Lise Renaud, Mélanie Roustan, Philippe Tomsin, Olga Van Oos, Ximena Varela, Richard Veymiers, Boris Wastiau

Coordonnées

Service de Muséologie

Université de Liège, Quai Roosevelt, 1B, 4000 Liège - Belgique

Contact

cahiersdemuseologie@uliege.be

<https://popups.uliege.be/2406-7202/index.php>

E-ISSN

2953-1233



les
cahiers
de
MUSEOLOGIE